

Pétrole cher : tous les remèdes ne se valent pas

par Pierre CLAUSS et Christophe VILLA (*)

Le troisième choc pétrolier affecte de nombreuses professions, qui expriment fortement leur mécontentement et leur désarroi vis-à-vis de la hausse du pétrole.

Les causes de cette flambée du pétrole sont largement développées : raréfaction des ressources pétrolières et forte hausse de la demande des pays émergents, Chine en tête. Une autre cause est aussi essentielle : la spéculation financière. Les spéculateurs pensent que le pétrole va se raréfier, et étant donné sa demande croissante, ils pensent que les prix vont augmenter. Ils anticipent donc cette augmentation et en achètent beaucoup aujourd'hui pour le vendre plus cher demain, comme ils l'auront prévu. Ainsi, sur les marchés financiers, le prix du pétrole aujourd'hui ne reflète que l'anticipation que l'on se fait de sa valeur demain, quoique fut sa valeur hier. La croissance de la demande de pétrole est donc, sur les marchés financiers, en avance sur la demande dans l'économie réelle. Et les prix augmentent aujourd'hui fortement. Mais, en anticipant la raréfaction du pétrole, ces prix élevés incitent à créer les conditions pour que l'économie mondiale évolue vers une économie de l'après or noir. Ce changement de comportements est d'autant plus douloureux, aujourd'hui, qu'aucune décision courageuse n'a été prise hier afin de limiter notre dépendance.

Souvenons-nous de la campagne présidentielle où tous les

candidats ou presque, sous l'impulsion de Nicolas Hulot, s'accordaient sur l'urgence de la situation écologique de notre planète. La prise de conscience collective que notre planète était en danger de mort écologique et qu'il faille s'en préoccuper semblait alors assez partagée. Mais le plus difficile était de traduire cela en actes, sachant que la principale cause de cette pollution tenait à notre consommation de pétrole.

Fallait-il attendre que les citoyens et les entreprises agissent d'eux-mêmes pour réduire leur consommation en pétrole ? Malheureusement, il y a toujours des passagers clandestins, profitant de l'intégrité de certains en se disant que les efforts seront réalisés par les autres, et qu'ils peuvent donc s'en dédouaner. Fallait-il augmenter progressivement les taxes pour diminuer la demande en pétrole ? C'est ce que préconisaient Grandjean et Jancovici en 2006 dans un livre intitulé « Le plein s'il vous plaît ! ». Malheureusement, les différents lobbies freinent un véritable virage de notre économie.

Maintenant que les prix sont élevés, que faut-il faire ? Il revient à la puissance publique d'aider cet accompagnement brutal pour ne pas laisser une partie de la population démunie face à cette hausse. Il faut se défier de certaines solutions comme la baisse des taxes sur l'essence, ou encore la création d'une taxe spécifique sur les bénéficiaires des entreprises pétrolières nationales. Même si ces

idées restent très populaires, elles ont en commun un défaut majeur : elles favorisent les plus grands pays producteurs de pétrole.

En effet, baisser les taxes sur l'essence serait une véritable invitation pour les pays producteurs à augmenter le prix du pétrole. En outre, pénaliser les entreprises pétrolières européennes par un prélèvement substantiel de leur bénéfice conduirait à punir les entreprises privées les plus à même de négocier le prix d'achat du pétrole, et de laisser donc la voie libre à leurs concurrents venus de Chine ou de Russie. Et, à plus long terme, nous pourrions donner l'impression que l'Europe et la France se dotent d'un régime fiscal à la fois capricieux et imprévisible.

De même, il faut résister à la tentation d'adopter des mesures fiscales plus radicales. L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions ! Et l'enfer d'aujourd'hui pourrait le devenir encore plus avec des mesures fiscales contre-productives à long terme. Selon nous, la seule solution viable pour la puissance publique est d'accompagner les entreprises à innover et investir dans des technologies de substitution, à l'aide d'une fiscalité bien pensée.

(*) Enseignant-Chercheur, Responsable de la filière Finance à l'ENSAI-Rennes ; Professeur Associé, Responsable du département Finance Audencia Ecole de Management - Nantes.